



Surprise au Japon : démission du Premier Ministre Suga

Jean-Yves Colin

N#2021-22

September 3rd 2021

<http://asiacentre.eu>

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale.

Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.



Citer cette publication :

Jean-Yves Colin, "Surprise au Japon : démission du Premier Ministre Suga", Article 2021-22, Asia Centre, 03/09/2021.

À propos de l'auteur :

Jean-Yves Colin est chercheur associé à Asia Centre et s'est spécialisé dans l'étude de l'Asie du Nord-Est, plus particulièrement le Japon et la péninsule coréenne. A 3 au Ministère de l'Economie et des Finances (Direction du Trésor), il a été responsable de la tutelle de secteur industriel (agro-alimentaire, sidérurgie), puis Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France à Tokyo (1987-1990) ; dans cette fonction il a suivi l'évolution des pays d'Extrême-Orient et de leurs systèmes financiers (Japon, Chine, Corée, Hong Kong et Taiwan). Il a rejoint le Groupe Agricole fin 1990. D'abord en poste au sein de la direction des marchés de capitaux en tant que responsable de la direction des marchés primaires actions et obligations (1992-1996), sa carrière a évolué vers le métier de la gestion d'actifs. Il a été jusqu'à fin 2007 directeur général délégué de Crédit Agricole Asset Management (CAAM) où il a notamment supervisé le développement des entités asiatiques (Japon, Hong Kong, Singapour et JVs en Chine et en Corée). A l'issue du rapprochement entre CAAM et SGAM (2010), il a été nommé « senior executive advisor » d'Amundi où il a poursuivi cette u cours de sa carrière administrative, supervision de l'Asie et du Japon. Il était vice-président d'Amundi Japan et d'ABC-CA (Shanghai).



Depuis la fin des Jeux Olympiques à la mi-août, Nagatacho, le centre géographique des pouvoirs à Tokyo (sites du gouvernement, de la Diète et du siège du Parti Libéral démocrate -PLD), bruissait de la perspective d'élections, anticipées ou non. Des rumeurs insistantes faisaient état d'élections générales renouvelant la Chambre Basse de la Diète à la mi-octobre. Elles auraient succédé à la campagne au sein du PLD prévue du 17 au 29 septembre pour élire le Président du parti et permettre ainsi au Premier Ministre Yoshihide Suga de solliciter les électeurs. Ce dernier avait remplacé l'ancien Premier Ministre Shinzo Abe à la fin septembre 2020 après l'annonce par ce dernier de son départ pour raisons de santé un mois auparavant.

La « cuisine électorale » - certains pourraient la qualifier de « tambouille » - au sein du parti majoritaire allait bon train. Le remplacement au poste de Secrétaire Général de l'actuel titulaire Toshihiro Nikai depuis plus de 5 ans semblait devoir être annoncé au début de la semaine du 6 septembre, assez curieusement puisque celui-ci a été un soutien du Premier Ministre. L'annonce des dates de campagne électorale était imminente. Yoshihide Suga ne cachait pas son désir de demeurer à son poste et apparemment il paraissait capable de réussir.

Or, à la grande surprise des observateurs, le Premier Ministre a fait part de son renoncement à se présenter comme candidat à la présidence du PLD, donc de sa démission de fait le vendredi 3 septembre, arguant de la difficulté à mener simultanément une campagne électorale et la lutte contre la Covid-19, ce qui probablement n'a trompé personne. Ce retournement de situation montre une fois de plus l'opacité du fonctionnement du PLD et la dure réalité des luttes interpersonnelles, sinon d'idées, qui le structurent.

Cette décision traduit la faible emprise qu'avait Yoshihide Suga sur le PLD et ses différentes factions. Longtemps directeur de cabinet de Shinzo Abe, il avait su en 2020 montrer une habileté tacticienne pour lui succéder sans être à la tête d'une faction. En 2021 il est victime de cette faiblesse et de la coalition de ses opposants, au premier rang desquels Fumio Kishida, l'ex responsable de la stratégie politique du parti et ancien candidat à la succession de Shinzo Abe, avec peut-être l'appui de Shinzo Abe. Celui-ci comme nombre de ses prédécesseurs, souhaite jouer le rôle de « faiseur de roi » dans l'ombre, prolongeant la longue tradition des empereurs retirés, ou plus simplement ne supportait plus que son collaborateur l'ait remplacé.

Plusieurs personnalités sont candidats au poste de Président du parti ; outre Fumio Kishida qui a déjà fait acte de candidature, plusieurs noms sont évoqués : Taro Kono, actuel Ministre de la réforme administrative, héritier d'une dynastie politique, Mme Sanae Takaichi, ex-Ministre des affaires intérieures, et Shigeru Ishiba, ancien secrétaire général du parti et plusieurs fois cité dans les années passées comme candidat au poste de Premier Ministre. Il n'est pas exclu que courant septembre d'autres noms apparaissent.

Depuis plusieurs mois la popularité du Premier Ministre était fortement à la baisse : certains sondages le créditaient d'un soutien d'un tiers de la population, d'autres d'à peine plus d'un quart. Il ne pouvait donc contrer, au sein du PLD, ses rivaux par l'appui clair et fort de l'opinion publique. Il est vrai que son charisme n'a jamais semblé évident aux yeux des observateurs étrangers mais c'est souvent le cas des Premiers Ministres nippons, il ne l'était pas davantage pour la population de l'archipel.

A la fin août la cuisante défaite du candidat du PLD soutenu par son allié, le parti centro-bouddhiste Komeito, à l'élection du maire de Yokohama face à un candidat, un universitaire sans affiliation politique, a pu faire craindre à beaucoup d'élus du PLD que leurs sièges seraient menacés dans le cas d'une participation relativement faible (49 % à Yokohama) et une coalition d'opposants (le vainqueur à Yokohama était soutenu par le parti social-démocrate, le parti communiste et le parti constitutionnel). Les partis d'opposition étaient d'ailleurs restés unis pour demander une session extraordinaire de la Diète en vue de débattre des mesures anti-Covid-19, que le PLD a écartée. Dans ce contexte changer de leader du PLD devenait une option crédible.

Si la politique économique de Yoshihide Suga n'est guère plus critiquable que celles de nombreux responsables mondiaux confrontés aux effets de la Covid-19, la croissance ayant enregistré un rebond au second trimestre 2021 sur la base de la première estimation du PNB, il a surtout été affaibli par l'hostilité croissante de l'opinion publique face à deux situations. D'une part depuis la fin du printemps et alors que le Japon paraissait relativement protégé de la Covid-19, notamment par son insularité et la fermeture de ses frontières aux touristes étrangers, le nombre des contaminations a cru sensiblement du fait du variant delta. Il est aujourd'hui en recul, autour de 20 000 cas journaliers (dont 3 000 à Tokyo), mais l'épisode estival a mis en exergue certaines faiblesses du système hospitalier japonais et le manque de lits de réanimation qui a contraint à promouvoir les hospitalisations à domicile et conduit à des décès faute de soins rapides. En outre, le Premier Ministre a choisi de maintenir les Jeux Olympiques. Cette décision compréhensible au regard des accords avec le Comité International Olympique, des risques financiers en cas d'annulation ou report, et in fine du bon déroulement des Jeux, a montré une volonté de ne pas se ranger aux souhaits d'une partie de l'opinion qui avec l'appui de beaucoup de media souhaitait leur annulation ou un nouveau report. Ces deux effets Covid-19 et Jeux Olympiques ont été une opportunité pour les opposants au Premier Ministre au sein du PLD.

Comme bien souvent en matière électorale, les choix de politique étrangère n'ont pas eu de conséquence particulière sur le destin politique de Yoshihide Suga.

Dès son arrivée au pouvoir il a cherché à resserrer les liens avec les États-Unis et fut parmi les premiers responsables étrangers à rendre une visite officielle au nouveau Président Joe Biden (voir notre précédente publication sur le site d'Asia Centre). Toujours dans le souci de conforter la sécurité du Japon face au risque chinois, il a aussi resserré les liens avec les puissances européennes (France, Royaume-Uni, Allemagne...) et de l'Indo-Pacifique (Inde, Australie...) à travers des manœuvres militaires conjointes dans l'océan Indien, mer de Chine du sud et autour des îles Senkaku. Une toute récente conférence du Ministère de la défense avec des représentants de 13 États îliens du Pacifique (Cook, Salomon, Nauru, Fiji, Kiribati, Papouasie Nouvelle Guinée, Tonga...) en présence de représentants américain, australien, français, canadien et britannique a souligné cette même préoccupation. Son gouvernement a également élevé le ton avec la Chine, notamment en montrant un soutien officiel à Taiwan, ce qui a fortement déplu à Pékin et déclenché les foudres du quotidien Global Times menaçant le Japon de « creuser sa tombe ». Cette situation en Asie du Nord et la débâcle américaine en Afghanistan sont de nature à accélérer le renforcement des moyens de défense du Japon, en cours depuis plusieurs années. Enfin, et c'est regrettable tout en étant prévisible, il n'a pas voulu apaiser les relations entre Seoul et Tokyo malgré une certaine bonne volonté du gouvernement sud-coréen et en dépit de diverses péripéties défavorables à un tel apaisement au fil des mois ; personnellement peu disposé à l'égard de Seoul, il a prudemment préféré attendre les résultats de la future élection présidentielle en Corée du Sud au printemps 2022.

Yoshihide Suga ne laissera pas un souvenir marquant du fait de la brièveté de son mandat, du relatif effacement de sa personnalité et de la prégnance de la crise sanitaire pendant ce mandat. Son retrait illustre les durs jeux internes du PLD mais aussi la réserve de leaders potentiels et la capacité de ce parti à abandonner sans regret son chef quand nécessité fait loi pour se maintenir au pouvoir ou se présenter au mieux aux élections. La dispersion des oppositions et leur manque de crédibilité gouvernementale restent le meilleur atout du PLD pour les prochaines élections générales qui pourraient intervenir entre le 21 octobre, terme de la législature actuelle, et le 28 novembre.